



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°146 22FEVRIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**32EME SOMMET DE
L'UNION AFRICAINE
EN FAVEUR DE
L'INTEGRATION
AFRICAIN
ECONOMIQUE
REGIONALE
(10 ET 11 FEVRIER
A ADDIS-ABEBA)**

TANZANIE :
AUGMENTATION
PROGRAMMEE DU
DEFICIT COURANT
POUR L'ANNEE
2018-2019

RWANDA :
REVISION BUDGETAIRE
A LA HAUSSE DE PRES
DE 6% POUR
L'EXERCICE 2018-
2019

NIGERIA :
CROISSANCE DU PIB
DE 1,93% EN 2018

SIERRA LEONE :
ORANGE CONSTRUIRA
UNE CINQUANTAINE DE
NOUVELLES ANTENNES-
RELAIS EN 2019

RWANDA :
SIGNATURE D'UN
ACCORD DE 400 M
USD POUR
TRANSFORMER LE
METHANE DU LAC KIVU
EN GAZ BUTANE

CONGO-BRAZZAVILLE :
LANCEMENT
DU PORTAIL
« E-DOUANES »

GABON :
FIN DU CONTENTIEUX
ENTRE VEOLIA ET
L'ÉTAT GABONAIS

CAMEROUN :
OUVERTURE DU 7EME
SALON INTERNATIONAL
DE L'ENTREPRISE, DE LA
PME ET DU
PARTENARIAT DE
YAOUNDE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ 32ème sommet de l'UA en faveur de l'intégration économique régionale

Les 10 et 11 février a eu lieu au siège de l'organisation à Addis-Abeba, le 32^{ème} sommet de l'Union Africaine. Les États ont traité de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dont le nombre de signatures, depuis son lancement en mars 2018, s'établit à 52 sur 55 (seuls l'Érythrée, le Nigéria et la Tanzanie n'ont pas encore signé l'accord) et 18 ratifications sur les 22 nécessaires. Les chefs d'États ont également profité du sommet pour renforcer la coopération économique lors de rencontres bilatérales et se sont engagés à accélérer la mise en place de la taxe de 0,2% sur les importations dans le continent, adoptée lors du sommet de juillet 2016 afin d'autonomiser financièrement l'UA.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Signature d'un accord entre l'Éthiopie et Djibouti pour la construction d'un gazoduc

Le Ministre éthiopien des Mines et du Pétrole, et le Ministre djiboutien de l'Énergie en charge des ressources naturelles, ont officialisé la construction d'un gazoduc de 700 km doté d'une capacité de 12 Mds m³/an reliant les deux pays. Prévu pour 2022, la construction de ce projet destiné à l'exportation du gaz naturel de l'Ogaden d'une valeur de 4 Mds USD débutera cette année, à la suite d'un accord entre l'entreprise chinoise *POLY-GCL Petroleum* et le gouvernement éthiopien.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Tanzanie : Augmentation programmée du déficit courant pour l'année budgétaire 2018/19**

A l'occasion de sa revue semestrielle de politique monétaire, la *Bank of Tanzania* (BoT) fait état d'une augmentation attendue du déficit courant. Alors qu'il avait atteint 3,5% du PIB en 2017/18, ce dernier devrait se chiffrer à 4,3% du PIB pour l'année budgétaire 2018/19. Selon les autorités, cette hausse est avant tout imputable à l'accroissement des importations de biens d'équipements nécessaires à la bonne réalisation des projets d'infrastructures parmi lesquelles le barrage des *Stiegler Gorges* et le *Standard Gauge Railway* reliant Dar es Salaam à Mwanza.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Augmentation significative des besoins en refinancement de la dette pour 2019**

Selon la *Medium-Term Debt Strategy 2019*, l'endettement public aurait atteint 52,7% du PIB à la fin 2018. Cette dette se répartit environ de moitié entre la dette domestique (24,3 Mds USD) et extérieure (25,3 Mds USD). 43% de la dette domestique, soit 10,4 Mds USD, arrivera à maturité au cours de cette année (contre 38% en 2018). En parallèle, 13% de la dette extérieure, soit environ 3,2 Mds USD, devrait elle aussi faire l'objet d'un refinancement en 2019. Au total, les échéances arrivant à maturité en 2019 devraient donc représenter 27,4% de la dette publique globale, soit 13,8% du PIB.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Révision budgétaire à la hausse de près de 6% pour l'exercice 2018-2019**

Le ministre des Finances et de la Planification économique, Uzziel Ndagijimana, a présenté au Parlement un projet de budget révisé incluant une augmentation de 140 M EUR. Dans sa proposition, le ministre a indiqué que le budget devrait passer de 2 426 M EUR approuvés par le Parlement en juin 2018 à 2 566 M EUR. S'adressant aux membres du Parlement, la ministre a souligné que le processus de révision du budget avait été éclairé par les résultats économiques et budgétaires des six premiers mois de l'exercice.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Nigéria : croissance du PIB de 1,93% en 2018

Selon les chiffres du Bureau national de la statistique (NBS), la croissance du PIB au 4^{ème} trimestre 2018 a atteint 2,38%, le taux le plus élevé depuis la sortie de récession. Sur l'année, le PIB a augmenté de 1,93% (+111 pdb par rapport à 2017). La croissance de 2% du secteur non-pétrolier est venue compenser la contraction du secteur pétrolier entre le Q2 et Q4 2018. Le secteur de l'agriculture a crû de 2,1% sur l'année (25% du PIB), tout comme le secteur manufacturier (9,2% du PIB), alors que le secteur du commerce (16,4% du PIB) continue son repli, -0,63% en 2018 après -1,1% en 2017. A noter, le dynamisme des Technologies de l'information et de la communication (12% du PIB) avec une croissance de 9,7% en glissement annuel (-1% en 2017).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse de 37,5% des flux de capitaux vers le Nigéria entre 2017 et 2018

D'après les données du NBS, les flux de capitaux entrants au Nigéria en 2018 ont atteint 16,8 Mds USD (+37,5% par rapport à 2017). Cette dynamique a été tempérée par la baisse de 25% des entrées au 4^e trimestre (2,1 Mds USD). La composition de ces flux se partage entre 11,8 Mds USD d'investissements de portefeuille, 3,8 Mds USD d'autres investissements (prêts, dépôts en devises etc.) et 1,2 Md USD d'Investissements directs à l'étranger (IDE). Le Royaume-Uni est le 1^{er} pays d'origine des entrées de capitaux au Nigéria (35,7% des flux), suivi des Etats-Unis (21,3%) et de l'Afrique du Sud (6,9%). Près de 112 MUSD de capitaux provenaient de France, en baisse de 27% par rapport à 2017.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Kenya : Levée des objections des syndicats aux contributions obligatoires au Fond national pour le logement

Le Ministre du Logement a annoncé que l'obligation mensuelle de contribution au *National Housing Development Fund*, à hauteur de 1,5% du salaire de tous les employés du pays, complétée par un montant équivalent de la part des employeurs, prendrait effet à partir du 1^{er} mars suite au retrait de la plainte de l'Organisation Centrale des Syndicats (COTU). La COTU avait obtenu la suspension de la mesure pour non-constitutionnalité en décembre 2018. Le Ministre n'a pas expliqué les détails de l'accord trouvé avec la COTU. Ce Fonds est la pièce maîtresse du programme de logement abordable du gouvernement, qui vise la construction de 500 000 logements de ce type d'ici 2022. La loi établissant le Fonds est actuellement en discussion au Parlement, ce qui pourrait encore retarder sa mise en œuvre.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Avanti Communications et MainOne signent un partenariat pour l'accès au haut débit

L'accord entre Avanti Communications, fournisseur britannique de services de communication de données par satellite, et MainOne, fournisseur nigérian de services de connectivité Internet par fibre optique, vise à augmenter la pénétration du haut-débit au Nigéria (estimée à 31,5% fin 2018, contre 20% en 2017). MainOne pourra utiliser le satellite HYLAS 4 d'Avanti Communications, qui couvre l'ensemble du territoire national, et accueillera la nouvelle antenne terrestre de réception satellite d'Avanti au Nigéria. Le fournisseur nigérian possède déjà un câble sous-marin, entre le Nigéria et le Portugal, avec des possibilités de connexion à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Orange construira une cinquantaine de nouvelles antennes-relais en 2019

Selon la directrice générale d'Orange en Sierra Leone, Aminata Kane Ndiaye, ces nouvelles antennes-relais s'ajouteront aux 235 – dont 35 construites l'année dernière – déjà installées dans le pays. Cette annonce survient alors que ses concurrents principaux, Africell Sierra Leone et Sierratel ont tous deux annoncé des investissements de plusieurs millions de dollars sur leurs réseaux. Pour rappel, l'opérateur français, présent dans 16 pays d'Afrique subsaharienne, est entré sur le marché sierra léonais en octobre 2017 suite au rachat d'Airtel Sierra Leone avec son partenaire sénégalais Sonatel en 2016. Depuis, 30 M EUR ont été investis dans des travaux de remise à niveau des infrastructures.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ethiopie : Rendu d'un jugement favorable à l'Ethiopie relatif à l'exploitation commerciale du teff

L'Éthiopie est sortie victorieuse de la bataille juridique menée aux Pays Bas sur la propriété du brevet du teff, brevet jugé nul par une cour néerlandaise. Le teff est la base de la nourriture éthiopienne, considéré comme faisant partie du patrimoine culturel national. Sans gluten et riche en nutriments, cette graine a le potentiel pour s'inscrire dans le marché international des céréales à la mode et susciter autant d'intérêt que le quinoa. En 2003, une société néerlandaise a enregistré un brevet européen sur les produits fabriqués à base de teff, argumentant que ces produits auraient été inventés par un employé de leur compagnie. Ce brevet européen avait alors empêché l'exportation du teff éthiopien dans plusieurs pays européens et limité les opportunités commerciales liées à son exploitation.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Rwanda : Etat d'avancement du chantier de Rusumo

La centrale hydroélectrique de Rusumo en construction au Rwanda serait aujourd'hui achevée à 35%. L'infrastructure d'une capacité de 80 MW est prévue pour desservir trois pays que sont le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie et devrait être achevée en 2020. Le barrage fournira à chaque pays 26,6 MW d'électricité, l'équivalent pour le Rwanda de 13% environ de sa puissance installée, permettant d'alimenter 467 000 ménages. Le pays qui a actuellement un taux d'électrification de 46% ambitionne d'atteindre l'accès universel à l'énergie d'ici à 2040. L'infrastructure qui est construite par un consortium réunissant les Chinois *CGCOC Group* et *JWHC JV*, a été financée à hauteur de 468 M USD par la Banque mondiale.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Signature d'un accord de 400 M USD pour transformer le méthane du lac Kivu en gaz butane**

Le gouvernement rwandais a annoncé la signature d'un accord de 400 M USD avec la société *Gasmeth Energy* pour produire du gaz de cuisson à partir du méthane contenu dans le lac Kivu. Le contrat s'étendra sur une durée de 7 ans avec un début de production prévu en 2021. *Gasmeth Energy* qui est une société composée d'hommes d'affaires américains, nigériens et rwandais financera, construira et entretiendra une usine d'extraction, de traitement et de compression du gaz. Selon Clare Akamanzi, directrice générale du Conseil du développement du Rwanda, cet accord devrait non seulement permettre de prévenir la formation de bulles de gaz toxiques à la surface du lac mais aussi réduire la dépendance locale à l'égard du bois et du charbon de bois. Le Rwanda compte déjà deux sociétés qui extraient le gaz du lac Kivu pour alimenter des centrales électriques.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Nigéria : une nouvelle usine de traitement de gaz de 60 M USD a été inaugurée à Ebedei (Delta)**

La nouvelle usine Egbaoma est la seule usine *onshore* de ce type au Nigéria. Elle se trouve à proximité du gazoduc Obiafu-Obrikom-Oben (OB3) et possède une capacité de 30 millions de pieds cube par jour de gaz humide. Le nigérian PNG Gas Limited en est le propriétaire et l'opérateur. L'installation doit contribuer à la fin du torchage de gaz au Nigéria, alors que le gouvernement a publié en 2018 une nouvelle réglementation plus restrictive sur le sujet. Selon les données du *Global Gas Flaring Reduction Partnership* (Banque mondiale), le volume de gaz torché en 2017 aurait été de 7,6 Mds de m³ (45 millions de BOE).

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Madagascar : Première intégration d'un service de *mobile money* au secteur bancaire**

Le 13 février, la société *Telma Money* a annoncé avoir obtenu l'agrément lui donnant le statut de premier établissement de monnaie électronique (EME) de Madagascar à travers son service *mobile money* MVola. Sur la base de la loi sur la monnaie électronique et les EME promulguée le 2 février 2017, elle est dorénavant régie par la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF) en tant qu'Intermédiaire en Opération Bancaire (IOB). Elle acquiert ainsi une autonomie dans le développement de ses services et réseaux de distribution par rapport à son partenaire historique Société Générale Madagasikara, et devra notamment assurer la conformité de ses opérations avec les réglementations bancaires.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Lancement du portail e-douanes

La direction générale des Douanes vient de lancer son site internet dédié aux services électroniques des opérations douanières. Via ce portail, les importateurs peuvent notamment s'informer sur les procédures d'importation, faire une estimation des taxes applicables et effectuer – à compter du 1^{er} mars – une déclaration préalable d'importation. L'e-douane dématérialise les procédures de dédouanement et permet le suivi à distance des marchandises importées. Pour l'État congolais, ce portail vient renforcer le dispositif de sécurisation des recettes fiscales. Les opérateurs économiques déplorent toutefois la multiplicité des applications (GUD, GUOT, E-douanes) et souhaitent qu'elles soient fusionnées pour faciliter leur compréhension.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 15,2 millions de passagers ont transité par les aéroports du pays en 2018

Selon l'Autorité fédérale des aéroports du Nigeria (FAAN), ce chiffre est en hausse de 19% par rapport à 2017 (+2,5 millions de passagers supplémentaires). Au total, 227 834 vols ont été enregistrés en 2018 (+11% par rapport à 2017). Les vols domestiques comptent pour 72,5% du total. Le trafic est principalement dominé par les aéroports de Lagos et Abuja, qui représentent à eux seuls 77% du trafic total. En particulier, Lagos concentre ¾ des flux internationaux. L'aéroport d'Abuja connaît un rebond de +26% de son flux en 2018, qui s'explique notamment par sa fermeture pendant 6 semaines en 2017 pour cause de travaux. Pour rappel, un nouveau terminal vient d'y être récemment inauguré.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Marriott International prévoit l'ouverture de son premier hôtel à Monrovia en 2020

L'hôtel Four Points, géré par Sheraton Monrovia, aura une capacité d'accueil de 111 chambres et se situera dans le quartier central des affaires de la capitale libérienne. Les recettes tirées du tourisme international au Libéria représentaient 232 M USD en 2011, soit 18,6% des exportations du pays (dernières données disponibles, Banque mondiale). Pour rappel, Marriott prévoit également l'ouverture en 2023 d'un hôtel près de l'aéroport international de Kotoka à Accra (Ghana). Déjà présent dans 21 pays du continent, dont le Ghana et le Nigéria, le groupe a annoncé en octobre 2018 vouloir augmenter de 50% son portefeuille en Afrique d'ici 2023.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : La Congolaise des routes en charge de la concession de la RN1

Le marché de délégation de service public pour la mise en concession de la route nationale n°1 (RN1) entre Pointe-Noire et Brazzaville, signé en décembre 2018 par le Président de la République, a été octroyé à La Congolaise des routes (LCR). Dans le cadre de cette concession de 30 ans, la société concessionnaire aura pour mission d'entretenir les infrastructures, les sécuriser et proposer des services aux usagers. Elle regroupe trois partenaires, à savoir la société chinoise CSCEC pour la maintenance et l'entretien des infrastructures, Egis road operation pour l'exploitation et l'ingénierie, et l'État congolais. Les tarifs de péages seront fixés par décret présidentiel en fonction de la catégorie des véhicules.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : fin du contentieux entre Veolia et l'État gabonais

L'État gabonais et Veolia Africa viennent d'acter un protocole transactionnel prévoyant le transfert de 51% des actions de la SEEG détenues par Veolia Africa à la Société de Patrimoine du service public de l'eau potable, de l'énergie électrique et de l'assainissement. Par conséquent, les deux parties renoncent réciproquement à toute demande et action concernant la convention de concession résiliée par l'État en février 2018. Elles retirent notamment l'arbitrage engagé devant le CIRDI.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : Ouverture du 7^{ème} salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé

La 7^{ème} édition du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé se déroule du 16 au 24 février 2019. Environ 900 structures sont présentes de différents domaines d'activités. La France y est représentée et figure parmi les plus importantes délégations internationales. Le Pavillon France regroupe quelques 30 entreprises et filiales françaises qui y exposent leur savoir-faire et leur expertise dans des secteurs d'activités très variés.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 3^{ème} édition du sommet d'affaires Allemagne-Afrique

Organisé à Accra, le sommet a réuni plusieurs centaines d'entreprises, y compris de pays francophones. Les Etats associés à l'initiative « *Compact with Africa* » du G20, qui appuie les politiques étatiques dédiées au renforcement de l'environnement des affaires et de l'investissement privé, ont été mis à l'honneur. Il a été déploré lors de certains ateliers que ces derniers ne se soient pas suffisamment approprié l'initiative et ses outils financiers, sans doute faute d'une information ciblée. En outre, les autorités allemandes ont officialisé l'ouverture au Ghana d'un « comptoir » destiné à offrir des services financiers et des crédits préférentiels aux PME ghanéennes en relation commerciale avec des entreprises allemandes.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

